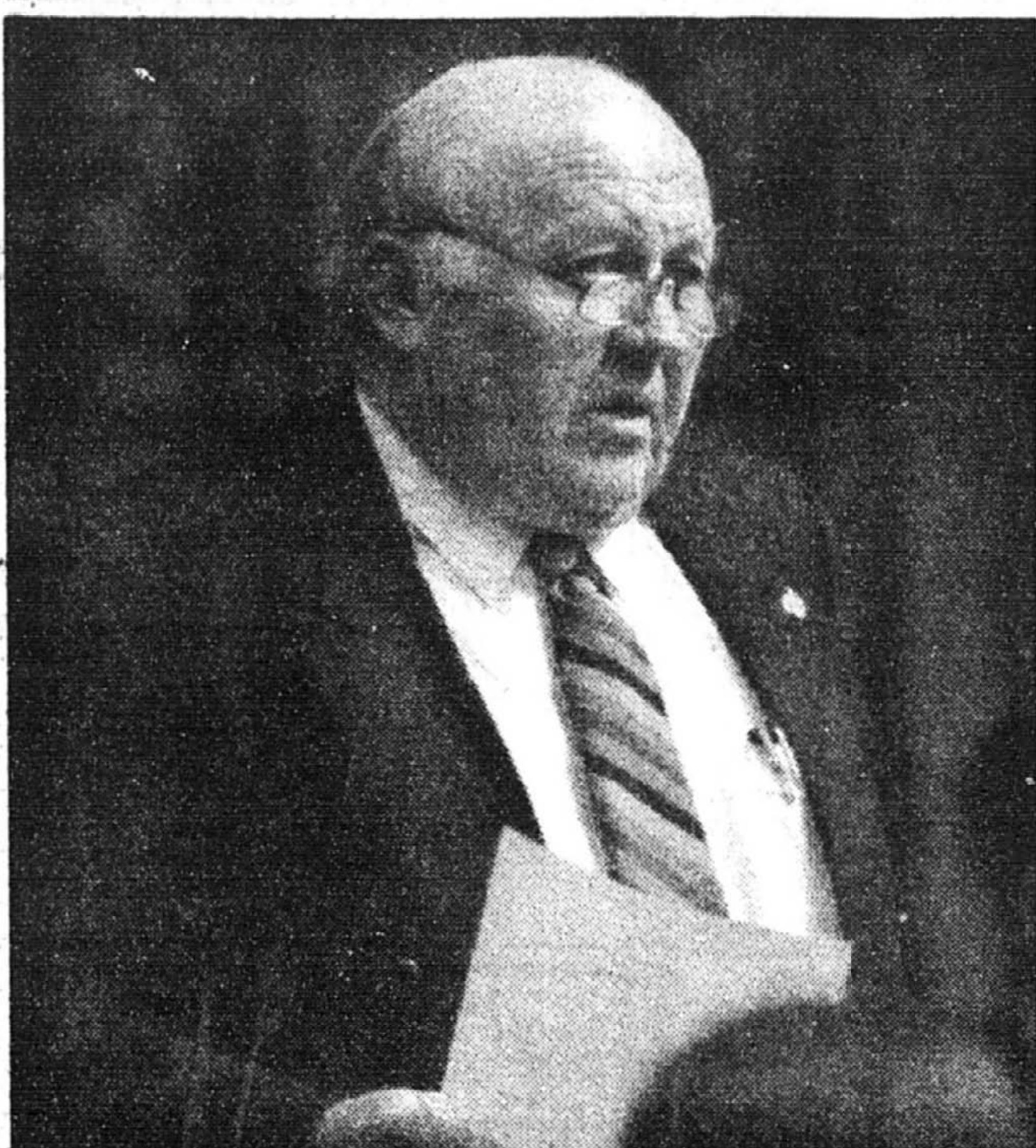




Le député réformiste Myron Thompson a mis le gouvernement Chrétien sur la sellette hier aux Communes en s'insurgeant contre l'utilisation abusive des avions gouvernementaux par le Gouverneur général, Ray Hnatyshyn.

PC: Charest réclame un comité de sages

Presse Canadienne
OTTAWA

Jean Charest souhaite que le Parti conservateur mette sur pied un comité de surveillance qui pourrait bloquer certaines décisions prises par ses dirigeants, comme celles qui ont conduit le parti au désastre lors des dernières élections fédérales.

M. Charest rencontrera aujourd'hui les 30 membres de l'exécutif du parti, au siège central des conservateurs, à Ottawa. Le leader intermédiaire du PC présentera alors à ses collègues un plan pour reconstruire le parti en quatre ou cinq ans, d'ici les prochaines élections.

Au nombre de ses propositions, on trouve la tenue d'un conseil national qui conduirait à «un élément d'imputabilité pour tous les responsables du parti en rapport avec les affaires du parti».

Jean Charest croit que cette imputabilité a manqué aux niveaux les plus élevés du PC. Et il donne en exemple la difficulté de son parti de mettre de l'avant ses options politiques durant la dernière campagne électorale.

«Lors de nos post-mortem, beaucoup de gens nous ont rappelé que nous avions tenu une conférence politique majeure en 1991 qui a remporté beaucoup de succès, qui était très ouverte et démocratique. Mais rien de ce qui en est sorti n'est venu à la surface lors de la campagne», a déclaré M. Charest en entrevue.

Jean Charest ne critique pas directement son prédécesseur Kim Campbell, mais d'autres ont été moins charitables. Plusieurs conservateurs ont blâmé Mme Campbell et son entourage, qui a mis l'accent sur la personnalité plutôt que sur les politiques, pour la débâcle qu'ils ont connue.

M. Charest a pour sa part une autre idée qui pourrait être mise en place l'an prochain, lorsque le parti devra choisir officiellement un nouveau chef.

«Je crois personnellement que nous devrions aller vers le principe un membre-un vote et l'appliquer au membership du parti», dit-il.

«C'est un processus plus ouvert, ça nous éloigne de la politique de couloirs et nous amène plus près des vrais membres, là où sont les gens.»

L'idée que tous les membres du parti votent pour élire leur leader, plutôt que de choisir des délégués pour un congrès, a déjà été tentée, avec plus ou moins de succès, par des partis provinciaux en Alberta, en Ontario et en Nouvelle-Écosse.

M. Charest dit qu'il discutera également avec l'exécutif de l'élimination de la dette de 2,5 à 3 millions que les conservateurs ont accumulée à la suite des élections. Il préconise la tenue de banquets locaux à travers le pays.

«Nous allons sortir et recueillir des fonds dans les différentes communautés du pays», dit-il.

Jean Charest ajoute que le parti fera preuve de responsabilité en diminuant en même temps ses dépenses.

«Nous voulons vraiment opérer à partir du minimum car nous croyons que nous avons une responsabilité envers nos membres et envers les gens à qui nous devons de l'argent.»

Dossier des hélicoptères: l'aventure avortée pourrait coûter un milliard

PHILIPPE DUBUISSON
du bureau de La Presse
OTTAWA

L'industrie aérospatiale conteste l'estime fédérale du coût de résiliation du contrat d'acquisition des hélicoptères EH-101 et soutient que la facture totale liée au lancement et à l'abandon du projet devrait atteindre plus d'un milliard, soit près du quart de son coût d'origine.

«L'estime du gouvernement fédéral est irréaliste. La facture sera beaucoup plus élevée car il faudra compenser les entreprises canadiennes à qui des contrats non liés au projet ont été offerts pour mousser les retombées économiques au Canada», dit une source qui négocie la résiliation des contrats pour le consortium privé.

Lancé en 1992 par le précédent gouvernement conservateur et annulé par le présent gouvernement libéral en novembre dernier, le projet d'acquisition des hélicoptères de type EH-101 devait coûter 5,8 milliards sur une

période de treize ans aux contribuables.

Des dépenses de 338 millions ont déjà été engagées par les deux maîtres-d'œuvre du projet, soit le consortium européen E.H. Industries et Systèmes Paramax, au moment de la résiliation des contrats. A ce montant qu'Ottawa doit assumer, le gouvernement Chrétien prévoit devoir ajouter 250 millions pour la résiliation des contrats pour un total de près de 600 millions.

De plus, il faut aussi ajouter 87 millions pour les études menant au lancement du projet et 53 millions en recherche et développement, dépensés entre 1986 et 1992, ce qui porte la facture à plus de 725 millions.

Mais selon l'industrie, l'évaluation du coût de résiliation des contrats comprise dans les estimations budgétaires déposées cette semaine est irréaliste. Car Ottawa devra non seulement compenser les maîtres-d'œuvre du projet et leurs fournisseurs pour la résiliation des contrats, mais aussi les entreprises qui ont signé des contrats non liés au projet.

«Des compagnies ont obtenu

des contrats auprès des maîtres-d'œuvre pour des travaux qui n'ont strictement rien à voir avec les hélicoptères EH-101, mais qui découlent des retombées économiques négociées entre Ottawa et les maîtres-d'œuvre du projet. Ces entreprises devront aussi être compensées pour la perte de contrats et les travaux déjà encourus», explique-t-on.

Par exemple, un contrat de 32 millions accordé à la société Derlan Industries de Milton en Ontario a été annulé à la suite de l'abandon du projet des hélicoptères EH-101. Ce contrat avait été accordé par la société britannique Westland, qui forme le consortium E.H. Industries avec la société italienne Augusta, mais n'était pas lié directement à la construction des hélicoptères EH-101.

En fait, Derlan Industries devait fabriquer des pièces de moteur pour les hélicoptères Lynx construits en Grande-Bretagne par la société Westland. Aussitôt le projet d'acquisition des hélicoptères EH-101 annulé, Westland a mis un terme au contrat octroyé à Derlan. Cette société ontarienne demandera compen-

sation au consortium E.H. Industries, qui en refilera la facture au gouvernement fédéral.

Au total, on estime à plus de 500 millions la valeur des contrats pour des marchés non liés aux hélicoptères EH-101 qui ont été promis par E.H. Industries, Système Paramax et la société-mère de cette dernière, la multinationale américaine Unisys, à des firmes canadiennes pour mousser les retombées économiques au Canada du projet d'acquisition des hélicoptères EH-101.

Ce ne sont pas tous les contrats qui ont été signés. Mais on estime dans l'industrie qu'Ottawa n'aura d'autres choix que de compenser les entreprises qui ont signé des contrats puisque que c'est le gouvernement fédéral qui a exigé que ces marchés soient inclus dans le projet des hélicoptères EH-101 pour accroître les retombées économiques du projet au Canada.

Les pourparlers pour déterminer les compensations qui seront versées par Ottawa ont débuté en novembre dernier mais on prévoit qu'il faudra au moins deux ans pour régler ce dossier.

Le débat sur le fédéralisme Le sénateur Rivest croit qu'Ottawa court droit au désastre

CHANTAL HÉBERT
du bureau de La Presse
OTTAWA

Le gouvernement Chrétien court droit au désastre en traitant avec sa nonchalance actuelle la situation politique au Québec, prévient Jean-Claude Rivest, ancien bras droit de Robert Bourassa dans la foulée de la défaite libérale dans Bonaventure.

Selon le sénateur Rivest, qui consacre actuellement deux jours par semaine à la préparation de la campagne Johnson, l'administration libérale se prépare des lendemains difficiles en ne portant pas suffisamment attention au débat sur le fédéralisme qui couve au Québec.

«Depuis l'arrivée du gouvernement, on a fait comme si ce problème-là n'existe pas», se plaint-il en notant le silence sous lequel le gouvernement Chrétien relègue le débat québécois aussi bien dans des textes officiels comme le Discours du trône que dans les déclarations de ses divers ministres. «Je suis inquiet parce qu'il risque d'y avoir une crise pas mal compliquée si le PQ perdait», a-t-il déclaré à La Presse.

La défaite cuisante essuyée par les libéraux de Daniel Johnson dans Bonaventure lundi a été accueillie sans broncher dans les milieux gouvernementaux de la capitale fédérale. Le premier à s'en inquiéter publiquement a été le chef réformiste Preston Manning dont les préoccupations quant au sort du fédéralisme au Québec ont été balayées du revers de la

main par le premier ministre lui-même. «La meilleure façon de vendre le fédéralisme au Québec est d'avoir à Ottawa un bon gouvernement, un gouvernement efficace et honnête», lui a répliqué Jean Chrétien mardi aux Communes.

Mais l'absence apparente de stratégie fédérale en vue des prochaines élections au Québec et du référendum qui pourrait suivre suscite de plus en plus de cris d'alarme dans les milieux fédéralistes.

Aussi incertaine soit-elle, la réélection des libéraux de Daniel Johnson plus tard cette année semble en effet centrale à la stratégie politique du gouvernement Chrétien. La réalisation des principaux projets qu'il a en chantier est incompatible avec l'élection d'un gouvernement souverainiste au Québec.

Alors que la situation du PLQ est précaire et que le Parti québécois dit qu'il a l'intention, advenant qu'il prenne le pouvoir, de se lancer rapidement en campagne référendaire, ce genre de scénario fait pour l'heure figure de lointaine hypothèse dans les officines fédérales. «Ils ne travaillent absolument pas là-dessus», indique le sénateur Rivest qui a encore ses entrées au ministère des Relations fédérales-provinciales.

Les ténors québécois du gouvernement sont d'ailleurs mobilisés au quotidien sur d'autres fronts. André Ouellet aux Affaires étrangères et Paul Martin aux Finances en ont plein les bras. D'autres ministres à qui leurs responsabilités donnent des rôles de premier plan dans les débats à venir avec Québec

semblent pour l'heure imperméables aux éventuelles intempéries québécoises.

Le ministre aux Ressources humaines, Lloyd Axworthy, qui pilote la réforme des programmes sociaux en est un bon exemple. Ses projets et son calendrier ne font aucune place à l'hypothèse de l'élection d'un gouvernement péquiste à Québec ponctuée d'un référendum sur la souveraineté. Selon le ministre, qui l'indiquait lors d'une entrevue récemment, il est simplement peu probable qu'une province puisse à elle seule faire obstacle à ses plans.

«La chose la plus importante pour le Canada, c'est ce qui va se passer au Québec, la réélection de Johnson et s'il le faut, le référendum, estime pourtant le sénateur Gerald Beaudoin. Ça devrait se manifester actuellement dans les préoccupations du gouvernement parce que l'élection s'en vient.»

Tout cela a amené le sénateur Rivest à passer un véritable savon à ses collègues sénateurs mercredi. «Encore faut-il, leur a-t-il affirmé en parlant du prochain débat sur la souveraineté au Québec, qu'au niveau du gouvernement canadien, on puisse avoir une reconnaissance, une ouverture et une sensibilité à l'égard de la gravité du problème auquel on va devoir faire face au niveau de la société québécoise.»

«Les Québécois n'ont jamais et n'accepteront jamais de participer à un Canada si ce Canada n'est pas capable de reconnaître que le Québec forme une communauté nationale distincte dans ce pays», a-t-il plaidé.



Ouellet à Washington
Le secrétaire d'État américain Warren Christopher serre la main du ministre canadien des Affaires étrangères, André Ouellet, lors de la visite de ce dernier dans la capitale américaine. Le ministre souhaite réactiver les dossiers commerciaux bilatéraux entre les deux pays.

«Le silence de Johnson dans les dossiers chauds sent le complot» — Parizeau

PIERRE APRIL
de la Presse Canadienne
SAINT-HYACINTHE

Le chef de l'Opposition officielle Jacques Parizeau a accusé, hier, le premier ministre Daniel Johnson d'avoir échangé les intérêts québécois contre une promesse de son homologue canadien Jean Chrétien de tout mettre en oeuvre, lors des prochaines élections générales, pour faire élire un gouvernement libéral au Québec.

Au cours d'une conférence de presse, qui a suivi une réunion du caucus du Parti québécois à Saint-Hyacinthe, le chef du PQ en a surpris plusieurs en affirmant que le silence complaisant de M. Johnson à la suite du dernier budget fédéral sent le complot autant que son inaction dans le dossier de la formation de la main-d'œuvre, sa soumission au fédéral dans l'entente sur les infrastructures municipales et son indifférence devant l'annonce de la fermeture du Collège militaire de Saint-Jean, où au moins 2000 emplois seront perdus.

«Ce que le ministre fédéral Lloyd Axworthy a indiqué à propos des programmes sociaux et la formation de la main-d'œuvre est totalement inacceptable pour le Québec, tout le monde sait cela, a précisé M. Parizeau, mais le gouvernement québécois ne dit pas un seul mot.

«Lorsqu'un autre ministre fédéral arrive avec un projet de taxe de vente nationale pour remplacer la TPS, cela aussi est totalement inacceptable pour le Québec, pourtant M. Johnson demeure silencieux», a poursuivi le chef péquiste.

M. Parizeau a soutenu que des idées comme celles défendues par les fédéraux peuvent être populaires ailleurs dans le pays et surtout si elle sont appliquées au Québec.

«Mais au Québec, le gouvernement ne dit pas un seul mot. Je ne comprends pas ce qui se passe. Toutes ces mauvaises nouvelles sont annoncées dans moins de deux semaines et on ne dit rien», a ajouté le chef péquiste.

«Soudainement, on comprend mieux les propos de M. Chrétien

qui a promis que pour le première fois, le Parti libéral du Canada «a faire campagne aux côtés du Parti libéral du Québec lors de la prochaine élection pour arrêter les séparatistes.

«Il y a évidemment un marché de conclure, a déclaré M. Parizeau, parce que depuis les 30 dernières années je n'ai pas connu un seul gouvernement québécois qui aurait accepté la moitié de ce que le fédéral vient de lui imposer.»

Cette intervention du fédéral se traduira, selon le chef péquiste, par un appui de Jean Chrétien et «par une pluie de promesses, d'engagements et de cadeaux électoraux».

«La participation des libéraux se traduira par un appui politique de la machine libérale et ensuite par des annonces aux moments opportuns durant la campagne électorale», a souligné M. Parizeau.

La dernière annonce du premier ministre Johnson qui a décidé d'aller de l'avant avec la construction de la centrale de la Rivière Sainte-Marguerite, malgré l'appréciation d'Hydro-Québec qui avait décidé de reporter le projet d'une dizaine d'années, parce qu'il ne lui semblait pas suffisamment rentable, n'a pas impressionné M. Parizeau.

Il y a vu un affront à Hydro-Québec qui y perdra sa bonne réputation sur les marchés financiers internationaux.

«Ce que M. Johnson dit à Hydro-Québec, a expliqué M. Parizeau, les élections s'en viennent, allez-y donc. Lorsque le scrutin sera passé, si je suis encore là, je vais vous dire quoi faire», a soutenu M. Parizeau.

«Une telle décision est dangereuse, a-t-il poursuivi, parce que Hydro-Québec emprunte des milliards sur les marchés internationaux pour réaliser ses travaux et une des raisons pour laquelle elle n'a jamais eu de problèmes, c'est que tout le monde reconnaît qu'elle opère à partir de critères rationnels.»

C'est pourquoi le geste de M. Johnson, selon M. Parizeau, n'a aucun bon sens.

«C'est attentatoire à la réputation de sérieux de l'Hydro», a précisé le chef péquiste.

La sous-ministre du Revenu quitte son poste, à la suite de différends

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse
QUÉBEC

Moins d'un an après son arrivée au ministère du Revenu, la sous-ministre Gisèle Desrochers a démissionné de son poste, à la suite de profonds différends, tant avec son patron André Vallerand qu'avec les syndicats du ministère.

Selon les renseignements obtenus hier par La Presse, Mme Desrochers — la fille du défunt Paul Desrochers, l'émigration grise de Robert Bourassa durant les années 1970 — deviendra fin mars première vice-présidente aux ressources humaines à la Banque Nationale.

Mme Desrochers a déjà été à la source de remous. Son passage au Revenu, où elle a eu à mettre en place un «réalignement» important pour cet organisme de 6000 permanents et de 1400 occasionnels, n'a pas été sans heurts. Depuis plusieurs semaines, alimentées par les employés, de nombreuses fuites avaient mis le ministère et sa première fonctionnaire dans l'embarras.

La dernière en lice, fut l'augmentation de 30 p. cent des

tas de montants à récupérer par les vérificateurs du fisc, une idée difficile à défendre politiquement et qu'avait prestement enfoui sous le boisseau le ministre du Revenu, André Vallerand.

Dans une lettre que les employés de Revenu Québec ont trouvée ce matin sur leur bureau, Mme Desrochers explique «qu'après vingt ans de service public en tant que fonctionnaire, à 45 ans le temps est venu de passer à autre chose». Sur ses nouvelles fonctions dans le secteur privé, elle se limite à indiquer qu'elle entrera en fonction le 21 mars prochain.

Selon les informations obtenues, la Banque Nationale l'avait déjà approchée en novembre dernier. Elle n'a avisé son patron, André Vallerand, qu'à la fin de la semaine dernière.

Venue du secteur privé — elle se trouvait à Culinar à la fin des années 1970, en même temps que Mario Bertrand, qui allait devenir le chef de cabinet du premier ministre Bourassa — Mme Desrochers était devenue rapidement sous-ministre, au Loisirs Chasse et Pêches. En 1992, on la retrouve au poste névralgique de secrétaire générale associée aux emplois su-

périeurs, le cadre qui a à décider, en théorie du moins, des nominations dans l'ensemble des postes du gouvernement.

C'est à ce moment que ses problèmes commencent. Elle se met rapidement à dos plusieurs ministres influents de l'époque, comme Marc-Yvan Côté ou Yvon Picotte, parce qu'elle s'oppose fréquemment à des candidats d'allégeance libérale pistonnés par les politiciens, à la différence de ses prédécesseurs, Renaud Caron et Claude Beausoleil, plus près, eux, de la filière libérale.

Certains ministres — et un autre de ses adversaires, Clément Patenaude, conseiller de M. Bourassa — avaient fini par obtenir son départ mais, avec l'appui de John Parisella, elle avait été recasée au Revenu.

C'est sous sa gouverne que fut entreprise la réforme actuelle, le «réalignement» qui a débouché début janvier à la disparition de certains ministères — Communications, Loisirs Chasse et pêche, Travaux publics — des changements qui amèneront la disparition de 450 emplois de fonctionnaires et, à terme, des économies de l'ordre de 35 millions, par rapport au système actuel.

ANNONCES CLASSÉES

OFFRES D'EMPLOI...

(Tous les postes annoncés sont ouverts également aux femmes et aux hommes).

SECRÉTAIRE ADMINISTRATIVE

Sous l'autorité du contrôleur, la personne choisie occupera un poste où les tâches seront très diversifiées. En tant que soutien administratif pour différents départements de la compagnie, elle devra effectuer des tâches reliées à la réception, au secrétariat et à la comptabilité.

La personne idéale devra être bilingue et avoir de bonnes connaissances du Word-Perfect 5.1 et Lotus 1-2-3. Elle devra aussi faire preuve de flexibilité, être dynamique et avoir un bon sens de l'organisation.

Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur curriculum vitae à :

La maison des tissus Bouclair
1175, Transcanadienne Nord
Dorval (Québec)
H9P 2V3
à / s M. Pierre Lachance

Notre client, une entreprise qui connaît un succès continu dans le domaine de l'hygiène et salubrité, offre présentement le poste suivant à ses bureaux de Montréal :

ACHETEUR (TEUSE)

La personne recherchée possède au moins 2 ans d'expérience pertinente et sait travailler sur ordinateur. Une attention constante aux détails dans un contexte de travail sous pression ainsi que des habiletés de relation interpersonnelle éprouvées sont les éléments clés du succès à ce poste. Le bilinguisme est essentiel. Des compétences en gestion d'inventaire seront également considérées comme un atout.

Notre client souscrit au principe de l'équité en matière d'emploi et vous offre un salaire compétitif ainsi qu'une gamme complète d'avantages sociaux. Veuillez faire parvenir votre c.v., avant le 11 mars 1994, au :

SERVICE CONFIDENTIEL NAS, Dossier #38, 280, rue Albert, Bureau 703, Ottawa (Ontario) K1P 5G8.

SERVICE
CONFIDENTIEL NAS

NAS
AGENCE
DE PUBLICITÉ
NAS INC.

Nous croyons en la Qualité Totale

ECCO PERSONNEL

Nous sommes à la recherche de personnel dynamique pour 3 importantes entreprises manufacturières à Québec et en régions.

POSTES PERMANENTS

- 1 directeur de production
- 3 contremaîtres secteur cellules robotisées
- 4 contremaîtres secteur assemblage
- 2 contremaîtres secteur peinture
- 1 contremaître secteur mécanique / soudure
- 1 contremaître secteur réparation / prototype
- 3 analystes de procédé secteur assemblage
- 1 analyste de procédé secteur outillage
- 1 analyste de procédé secteur métallurgie
- 7 préparateurs peintures industriels
- 1 coordonnateur transport et douanes
- 1 technicien traitement surface (peinture, plaquage)
- 1 mécanicien diesel
- 1 rédacteur technique (mécanique)
- 1 dessinateur électrique

Si vous possédez une formation et une expérience pertinentes, faites parvenir votre curriculum vitae au plus tard le mercredi 2 mars 1994 à :

Ecco Personnel Canada Inc.
Division Industrie
1253, av. McGill College, bureau 825
Montréal (Québec)
H3B 2Y5

DIVISION
INDUSTRIE

Viceroy

POSTE EN VENTE

Une occasion exceptionnelle est offerte au sein de l'équipe de vente probablement la mieux rémunérée au Canada. Année après année, les vendeurs de l'un des plus importants fabricants de maisons préfabriquées au Canada touchent des commissions exceptionnellement élevées. Aucun déplacement ni prospection. Bilinguisme essentiel. Ce qui est primordial est votre talent supérieur pour la conclusion de transactions. Si vous n'êtes pas au sommet de votre profession, ne perdez pas votre temps et ne nous faites pas perdre le nôtre. Mais si vous pouvez concurrencer les meilleurs, faites parvenir votre C.V. bilingue à :

NORMAND BEAUCAGE
395, Yvon-Berger
Ste-Rose, Laval, Québec
H7L 2B9

RESPONSABLE DE SUCCURSALE

Relevant du directeur des opérations, vous devrez planifier, contrôler et diriger les activités de la succursale de cette entreprise de taille moyenne du domaine du transport et de l'entreposage. Responsable du personnel, vous verrez à solutionner les différents problèmes d'ordre opérationnel et à maximiser la qualité du service à la clientèle tout en maintenant les règles de sécurité et d'efficacité.

Idéalement, vous possédez une formation en techniques administratives ou l'équivalent, et cinq années d'expérience pertinente. Le bilinguisme est essentiel.

Nous vous offrons un salaire concurrentiel. Veuillez soumettre votre candidature, qui sera traitée de façon confidentielle, avant le 11 mars 1994, à :

La Presse, Référence #20813, C.P. 6041, Succursale A, Montréal (Québec) H3C 3E3. Un employeur équitable.

Télécopieur

RÉSERVEZ VOTRE ANNONCE CLASSÉE PAR TÉLÉCOPIEUR

514 848-6287 / 24 heures sur 24

DONNEZ LES RENSEIGNEMENTS SUIVANTS :

- nom complet pour facturation
- adresse et no de tél. correspondant pour facturation
- rubrique et dates de parution
- personne à contacter pour vérification
- no de téléphone où l'on peut vous joindre en semaine, de 9 h à 17 h, si différent de celui de la facturation.

TOUTES LES ANNONCES TRANSMISES

PAR FAX seront vérifiées auprès de l'expéditeur. Elles seront également sujettes à l'approbation de leur contenu de même qu'à l'approbation du crédit de l'expéditeur. LA PRESSE se réserve le droit de publier, d'annuler toute annonce, ou de la classer correctement sous la rubrique appropriée.

La Presse

57033332-R 300

SIMARD & VOYER

Meneur dans le domaine de la chasseuse est à la recherche de

GERANTS(ES)

Dynamiques, ambitieux(euse) qui veulent se bâtir un avenir des plus prometteurs. L'expérience dans le commerce au détail est essentielle. Si vous voulez faire partie d'une équipe jeune dont l'excellence du service à la clientèle est une priorité,

Veuillez contacter :

Monsieur Alain Rehel au 747-2536 poste 249
ou envoyer votre c.v. à :
CHAUSSURES SIMARD & VOYER
905, rue Hodge, Ville St-Laurent H4N 2B3

SECRÉTAIRE PERMANENTE / TEMPS PLEIN

Un important bureau de syndicats de faillite recherche pour son bureau de Laval un(e) secrétaire. Vous possédez une excellente connaissance du français parlé et écrit ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais. Vous possédez un minimum de deux ans d'expérience et maîtrisez le WordPerfect 5.1. Si ce poste vous intéresse, veuillez adresser votre curriculum vitae à :

Danielle Fafard
Raymond, Chabot, Martin, Paré
600, rue de La Gauchetière Ouest, bureau 1900
Montréal (Québec) H3B 4L8

DIRECTEUR(TRICE) DE CAMP

Occasion unique! La Fondation Tim Horton pour enfants offre un poste à temps plein de Directeur(trice) de camp au Camp des Voyageurs Tim Horton de Quyon (Québec).

Nous sommes à la recherche d'un(e) candidat(e) créatif(ve) et dynamique qui dispose d'une solide expérience en administration des affaires, en supervision et ayant un bon sens de l'organisation.

Cette personne sera aussi responsable de la coordination journalière des programmes et événements spéciaux, supervision de personnel, ainsi que le domaine des relations publiques. De plus, elle devra travailler étroitement avec les enfants.

Une compétence reconnue dans le domaine des quais est obligatoire. Ce poste exige que le(e) candidat(e) soit parfaitement bilingue.

Avantages sociaux intéressants offerts. Salaire selon l'expérience.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à :

La Fondation Tim Horton pour enfants
874, Sinclair Road
Oakville, Ontario
L6K 2Y1
Aux soins du Directeur des camps.

Pavillon Foster

Center for Alcohol/Drug Rehabilitation
Centre de réadaptation pour personnes
alcooliques et toxicomanes

Le centre recherche actuellement une personne pour occuper à temps partiel au département des services administratifs, situé à St-Philippe-de-Laprairie (20 minutes du centre-ville de Montréal).

COMMIS SÉNIOR À LA COMPTABILITÉ

Nature de la fonction :
Exécuter les travaux à caractère administratif et financier. La personne assignée devra également être en mesure de traduire des documents internes et externes dans la langue anglaise, et vice-versa.

Exigences :
* détenteur d'un D.E.C. ou C.E.C. en techniques administratives, option finances;
* connaissance des particularités du Réseau de la santé et des services sociaux. Avoir déjà travaillé avec un traitement de paie informatisé IST ou HND serait un atout;
* maîtrise de l'anglais et du français.

Rémunération :
Selon les normes du Ministère de la santé et des services sociaux.

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur curriculum vitae avant le 25 mars 1994 à l'adresse suivante :
Pavillon Foster, 6 rue Foucherault, St-Philippe-de-Laprairie, Qc. J0L 2K0.

N.B. : seules les personnes retenues pour une entrevue recevront un accusé de réception.

ROYAL LEPAGE

Vous êtes invité(e) à participer à

UNE SOIRÉE D'INFORMATION SUR LES PERSPECTIVES DE CARRIÈRE

Venez découvrir les avantages d'une carrière en immobilier auprès de Royal LePage.

Si vous êtes intéressé(e) et désirez obtenir de plus amples renseignements, confirmez votre présence pour l'un ou l'autre des séminaires qui se tiendront à 19 h 30 aux dates suivantes :

LE 8 MARS : (en français)
au 301A, avenue Dorval
Dorval

LE 9 MARS : (en anglais)
au 301A, avenue Dorval
Dorval

Pour vous inscrire, veuillez composer le :

841-3900
entre 9 h et 17 h

20 POSTES

Dû à l'expansion, nous avons démenagé!
Opportunité Télémarketing

Possibilité 2000 \$ (et + + + par sem.)
Offrez des épargnes sur l'interurbain
Programme de P.A.I.E. disponible

Pour rendez-vous, entre 8 h 30 et 9 h 30 et 13 h à 14h

Charles: 273-0000

BUREAU D'EXPERT-COMPTABLE CGA recherche AGENT(E) AUX VENTES DE SERVICES COMPTABLES

Le(e) candidat(e) choisie(e) devra être bilingue et posséder un minimum de deux (2) années d'expérience dans un bureau d'expert-comptable.

Sa principale fonction sera de recruter de nouveaux clients afin d'augmenter la clientèle actuelle. Il(elle) devra, à l'occasion, monter des dossiers.

La connaissance de l'informatique et le titre de CGA seraient un atout.

La Presse, réf. 14329
C.P. 6041, Succ. Centre-Ville, Montréal, H3C 3E3

Manufacturier et distributeur de sous-vêtements
féminins, recherche un

TECHNICIEN D'ÉQUIPEMENT

À ce nouveau poste, vous serez responsable de l'entretien de l'équipement de production, et de la conception de pièces de précision. Vous devez posséder un DEC en fabrication mécanique et cinq ans d'expérience en conduite de tours, fraiseuses, rectifieuses et en ajustage mécanique, soudure oxyacétylène arc, tig.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae, avant le 11 mars 1994, à :

Canadelle
Martine Beauséjour, Canadelle inc.
4405, boul. Métropolitain Est
Montréal (Québec) H1R 1Z4.
Tél. : (514) 374-1853.

Seules les candidatures retenues recevront un accusé de réception.
Canadelle offre des chances d'emploi égales à tous.

À titre de spécialiste en automatisa-
tion, **FESTO** augmente ses effectifs
et désire combler le poste de :

Préposé(e) aux commandes

Votre principale responsabilité
consistera à prendre les commandes
de notre service industriel.
Pour ce faire, vous devez posséder :

- une parfaite maîtrise du français et de l'anglais, parlés et écrits
- un Secondaire V terminé, ou l'équivalent
- une expérience en administration, en techniques de bureau et en informatique
- des connaissances techniques générales
- une expérience téléphonique
- une aptitude à créer des liens privilégiés avec la clientèle.

Veuillez faire parvenir votre CV, en mentionnant le titre du poste Préposé aux commandes, à :

Festo Inc.
6969, Transcanadienne
#141
Saint-Laurent (Québec)
H4T 1V8

FESTO

Nous offrons des chances d'emploi
égales à tous. Seules les candidatures
reçues par la poste seront acceptées.

REPRÉSENTANT(E) «ASSOCIÉ(E)»

Dans la poursuite de sa mise en marché, Perrier Médical, compagnie de distribution de fournitures médicales, est présentement à la recherche de 4 représentant(e)s seniors pour assumer la responsabilité de territoires disponibles au Québec.

Programme de rémunération innovateur pouvant vous assurer un revenu supérieur aux normes de l'industrie.

Si vous êtes intéressé(e) par cette offre et possédez une expérience dans la vente de fournitures médicales, contactez-nous en toute confiance en faisant parvenir votre C.V. par télécopieur ou par la poste d'ici le 4 mars 1994.

Maison Perrier Inc.
715, Delage, suite 500
Longueuil, Qc J4G-2P8
Fax: 1-514-670-1635

RECEPTIONNISTE BILINGUE

Éditeur juridique situé au centre-ville recherche réceptionniste bilingue avec expérience. La personne choisie devra aussi assister les représentants des ventes, assumer diverses tâches de secrétariat et participer activement à l'administration du bureau. Elle sera par ailleurs non-fumuseuse. Un diplôme de Secondaire V est essentiel. Les responsabilités impliquent notamment :

- réception des appels téléphoniques et des envois par télécopieur
- suivi et mise à jour de dossiers et agendas
- mise à jour des publications à feuilles mobiles
- service à la clientèle (commandes, informations...)
- facturation sommaire
- courrier (régulier et messagerie)
- inventaire et commande de papeterie
- photocopies
- travaux de dactylographie et entrée de données sur ordinateur (WP 5.1) occasionnels

La personne idéale aura de l'entregent et une apparence soignée. Elle sera débrouillard(e), professionnelle et minutieuse. Excellents français et anglais, parlés et écrits, de même qu'un sens aigu de l'initiative sont particulièrement importants.

Les personnes intéressées peuvent faire parvenir leur c.v. à :

CARSWELL
Publications spécialisées Thomson
à / s Me Mathieu Bouthin
606, rue Cathcart, bureau 400
Montréal, Qc H3B 1K9

Seules les personnes convoquées en entrevue recevront un accusé de réception.

SAPUTO

Notre compagnie, chef de file canadienne dans la transformation et la distribution de produits alimentaires, requiert les services d'un(e)

SECRÉTAIRE

pour son siège social situé à Saint-Léonard.

Vous aurez la responsabilité du travail de secrétariat auprès du service des achats et du centre de distribution national de la compagnie, et vous effectuerez les tâches suivantes : correspondance diverse, rapports (hebdomadaires, mensuels, etc.), téléphone, travail général de bureau.

Diplômé(e) du secondaire, vous êtes parfaitement bilingue (autamment à l'écrit qu'à l'oral), consciencieux(euse), déterminé(e) et débrouillard(e). Vous avez en outre un minimum de trois années d'expérience en secrétariat et vous maîtrisez les fonctions avancées des logiciels Lotus 1-2-3 (chiffriers à colonnes multiples, etc.) et WordPerfect 5.2 (fusion, etc.).

Nous vous offrons un salaire concurrentiel ainsi qu'un excellent programme d'avantages sociaux.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae avant le 4 mars 1994 à :

Service des ressources humaines
LES FROMAGES SAPUTO LIMITEE
6869, boul. Métropolitain Est
Saint-Léonard (Québec) H1P 1X8

Nous sommes un employeur engagé à l'égard de l'équité en matière d'emploi. Seules les candidatures retenues pour une entrevue recevront un accusé de réception.

Publicité confidentielle

Notre client désire s'adjoindre un professionnel comptant de nombreuses années d'expérience en recrutement et qui contribuera à son essor.

Recruteur

Vous serez responsable en grande partie de l'engagement de personnel compétent dans les domaines technique et professionnel et ce, dans de nombreuses disciplines. Non seulement vous mènerez les étapes d'entrevue et de sélection, mais vous mettrez aussi à jour le système d'administration du recrutement pour toute l'entreprise. Pour cela, il vous faut maîtriser la micro-informatique et être en mesure d'établir des priorités dans un milieu exigeant beaucoup de minutie.

Vous aurez à effectuer quelques déplacements pour pouvoir aux besoins des succursales de notre client. Vous devez aussi savoir communiquer efficacement en français et en anglais.

Nous ne ferons qu'acheminer votre curriculum vitae, qui doit porter le numéro 031, à notre client. Veuillez soumettre votre candidature avant le 11 mars 1994 et indiquer les sociétés où vous ne désirez pas postuler. **Prière de ne pas téléphoner.**

Notre client offre des chances d'emploi égales à tous.

Cala Communications en ressources humaines
Publicité confidentielle, 031
63, rue de Brésoles
Montréal (Québec)
H2V 1V7

Une NOUVELLE PRÉSENCE à Montréal

Songez à la présence spéciale de Talbots à Montréal. Distingué par un style classique et une qualité consacrée par le temps, Talbots est un détaillant international spécialisé en vêtements pour dames. Son histoire de réussite a commencé il y a 40 ans et se poursuit aujourd'hui avec un chiffre d'affaires de plus de 600 millions de dollars et plus de 330 magasins au Canada et aux États-Unis. Lorsque vous franchirez le seuil de notre nouveau magasin au Centre Rockland, vous éprouverez l'élégante fébrilité de la nouvelle présence de Talbots à Montréal.

Vendeur ou vendeuse

VENEZ À NOS

JOURNÉES PORTES OUVERTES

LE MARDI 2 MARS

ET LE MERCREDI 3 MARS

DE 9 HEURES À 19 HEURES

LE CENTRE SHERATON MONTRÉAL

1201 BLVD. RENE LEVESQUE

MONTRÉAL

Découvrez les défis d'un environnement de vente au détail ultra-dynamique. Les tendances mode, l'allure et les gens chez Talbots en font un endroit où il est passionnant de travailler.

Nos vendeurs sont la clé de notre réussite car ils aident les magasins à atteindre leurs cibles de ventes. Nous recherchons des individus énergiques, qui se consacrent réellement à bien servir la clientèle. Talbots saura vous remercier de votre engagement



hors pair et de vos réalisations extraordinaires en vous offrant un salaire très concurrentiel, de généreux escomptes sur ses produits et d'excellentes chances d'avancement.

Nous vous invitons à rencontrer notre représentante, Margaret McCabe, pour une interview. Si vous ne pouvez pas assister à nos journées portes ouvertes, s.v.p. acheminez votre curriculum vitae par télécopieur à (905) 660-3417. Cet employeur souscrit aux politiques d'équité en matière d'emploi.

Talbots
Vêtements classiques pour dames depuis 1947

52061368-R 300

ANNONCES CLASSÉES

La Presse

285-7111

Appels interurbains
sans frais:
Annonces commerciales:
Télécopie:

1 800 361-5013*
285-7000*
848-6287

VISA

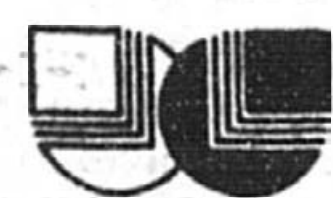
Master Card

vraient aussi mettre à la disposition des abonnés un système de blocage de ligne sur demande, a décidé le CRTC.

Hier, la vingtaine de personnes qui ont manifesté devant les bureaux du ministère québécois de l'Immigration, boulevard René-Lévesque, à Québec, n'ont pu rencontrer le ministre ou un de ses représentants. Les autorités du ministère avaient pris soin de verrouiller les portes de l'édifice avant l'arrivée des manifestants.

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS

Lachine



PROVINCE DE QUÉBEC

VILLE DE LACHINE

SERVICE DES ACHATS ET DU GÉNIE

APPEL D'OFFRES

AMÉNAGEMENT D'UN COMPTOIR DE SERVICES DE LA SOCIÉTÉ D'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC À L'HÔTEL DE VILLE DE LACHINE

Soumission 94-04

Des soumissions cachetées, marquées «Aménagement d'un comptoir de services de la Société d'Assurance Automobile du Québec à l'hôtel de ville de Lachine», adressées à M. Paul Roy, ing., Directeur du Service des Achats et du Génie, seront reçues à l'hôtel de ville, 1800, boul. St-Joseph, Lachine (Québec) H8S 2N4, jusqu'à 12 h 00 heures (midi), le jeudi 10 mars 1994 et elles seront ouvertes immédiatement à cette même heure et au même endroit.

Les soumissions doivent être accompagnées d'un dépôt minimal de dix pour cent (10%) de la valeur totale de la soumission, payable à la ville de Lachine, sous forme de chèque visé ou de cautionnement de soumission.

Toute la documentation pertinente préparée par la firme «Les Architectes Gilles Huot et Louis-Joseph Papineau» sera disponible moyennant un dépôt de cinquante dollars (50 \$), NON REMBOUR-SABLE, à compter du lundi 28 février 1994, à 13 heures, à l'adresse mentionnée ci-haut.

La Ville de Lachine ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions et n'encourt aucune obligation envers le ou les soumissionnaires.

LACHINE, le 23 février 1994

PAUL ROY, ING.

la Baie

CORRECTIONS

Veuillez prendre note des corrections suivantes à apporter au cahier publicitaire de la Baie «Une mode à votre avantage» (B2-1A) publié le samedi 26 février 1994.

Page 4. La veste de lin. Délai.
Page 5. Tous les articles. Délai.
Page 6. Tous les articles A Line. Délai.

Page 7. Le gilet et le tricot Jax Country. Délai.
Page 8. Lunettes de soleil DKNY. Délai.

Page 9. Accessoires Guess. Délai.
Page 13. Le gilet et la chemise imprimés. Délai.

Page 15. Tous les articles. Délai.
Page 18. Tous les articles. Délai.
Page 21. Les ceintures façon toile. Délai.

Page 22. Tous les articles. Délai.
Page 25. La veste de dentelle et sa jupe. Délai.

Page 27. Le tandem blouse et gilet et la jupe noire. Délai.
Page 30. Le chemisier de soie (article 2). Délai.

Page 33. Articles 2 et 5. Délai.
Page 36. Les chaussettes Jockey. Délai.

Page 37. La ceinture à nouer et les montres Guess. Délai.
Page 42. Les sacs à main Liz Claiborne. Délai.

Page 43. Les portefeuilles. Délai.
Page 44. Le tee-shirt froissé et perlé. Délai.

Page 45. Aucun de ces articles n'est offert.
Page 50. Le pantalon et le short de toile. Délai.

Page 52. La prime Lancôme ne comprend pas le pot de fond de teint photographié, mais seulement un échantillon de fond de teint.

Notre clientèle voudra bien excuser ces erreurs et contretemps.



SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE L'OUTAOUAIS

APPEL D'OFFRES

VENTE DE DIX-HUIT AUTOBUS USAGÉS

La Société de transport de l'Outaouais procède à un appel d'offres en vue de vendre dix-huit autobus 1976 et 1977 usagés.

Les personnes intéressées à déposer une offre pour acquérir un ou plusieurs autobus peuvent se procurer les documents de soumission et procéder à l'inspection des véhicules en s'adressant à monsieur Gérard Lafleur, surintendant, mécanique et carrosserie, au numéro (819) 776-6907.

Les soumissions doivent parvenir au soussigné avant le vendredi 18 mars 1994 à 11 heures.

La Société ne s'engage à accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions reçues.

Me Gilbert Lecavalier
Secrétaire

111, rue Jean-Proulx, Hull (Québec) J2S 1T4 (819) 770-7005

CSLG

AVIS PUBLIC

PROJET:
94-95-900
Réfection de la fenestration à l'école Jean-Chrysostome-Chaussé, Lavaltrie

PROPRIÉTAIRE:
COMMISSION SCOLAIRE DE LE GARDEUR
80, rue Jean-Baptiste-Milleur
Repentigny (Québec)
J6A 6C5

ARCHITECTE:
LUC DESMARCHAIS
808, rue Sardaigne
Repentigny (Québec)
J5Y 2W4
Tél.: (514) 582-1414

OBTENTION OU CONSULTATION DES DOCUMENTS:
Au Centre administratif de la Commission scolaire de Le Gardeur, au Service des ressources matérielles, à partir du lundi 28 février 1994.

DÉPÔT POUR L'OBTENTION DES DOCUMENTS:
Cinquante dollars (50 \$) non remboursable sous forme de chèque visé ou en argent comptant.

GARANTIE DE SOUMISSION:
Chèque visé ou cautionnement d'un montant équivalent à 12 500 \$, valide pour soixante (60) jours.

VISITE DES LIEUX:
Le lundi 7 mars 1994 à 15 h 30, à l'école Jean-Chrysostome-Chaussé, 41, rue St-Antoine, Lavaltrie, Québec.

RÉCEPTION ET OUVERTURE DES SOUMISSIONS:
Le mardi 15 mars 1994 à 14 h, au Centre administratif de la Commission scolaire de Le Gardeur.

SOUMISSIONNAIRES:
Seules seront considérées aux fins d'octroi du contrat les soumissions des entrepreneurs détenant la licence requise en vertu de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs en construction (L.R.Q., c.Q-1).

La Commission scolaire ne s'engage à accepter aucune des soumissions reçues.

Donné à Repentigny ce 22e jour de février mille neuf cent quatre-vingt-quatre.

Le directeur général
Thomas Duzyk

Commission scolaire Laurenl

Laurenval School Board

APPEL D'OFFRES

93-027

PROJET:
ENTRETIEN MÉNAGER DE L'ÉCOLE MOUNTAINVIEW, située au 2001, rue Guy, Deux-Montagnes, Québec.

PROPRIÉTAIRE:
COMMISSION SCOLAIRE LAURENVAL
1105, Victor-Morin
Duvernay, Laval, Québec
H7G 4B8

OBTENTION DES DOCUMENTS:
Plans et devis disponibles au centre administratif de la Commission scolaire Laurenval à partir de 9 h 30, le mardi 1er mars 1994.

DÉPÔT:
Vingt-cinq dollars (25 \$) non remboursable en argent comptant ou chèque visé.

CAUTIONNEMENT:
Cautionnement de soumission établi à vingt pour cent (20%) du montant total de la soumission, fait à l'ordre du propriétaire. Ce cautionnement devra être valide pour une période de quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date d'ouverture des soumissions.

RÉCEPTION ET OUVERTURE DES SOUMISSIONS:
Avant le 21 mars 1994 à 10 h, au centre administratif de la Commission scolaire Laurenval, 1105, Victor-Morin, Duvernay, Laval, Québec.

N.B.: Cet appel d'offres représente un abrégé des textes officiels inclus dans les documents remis aux soumissionnaires.

SCOTT CONROD
directeur général

APPEL D'OFFRES

PROJET:
GÉGEP MARIE-VICTORIN
RÉAMÉNAGEMENT DU PAVILLON CHAMPAGNAT

ARCHITECTES:
RUCCOLO, FAUBERT
ARCHITECTES

1996, boul. St-Joseph Est
Montréal (Québec)
H2H 1E3
Téléphone: 527-1391
Télécopieur: 526-1606

Att.: M. Daniel Mac Beth

INGÉNIEURS
MEC/ELECT.

STRUCTURE:
CLAULAC INC.

5900, boul. Léger, bureau 404
Montréal-Nord (Québec)
H1G 1K9
Téléphone: 327-1500
Télécopieur: 327-4081

Att.: M. Sylvain Lacasse

Le GÉGEP Marie-Victorin, propriétaire, demande des soumissions pour le réaménagement du pavillon Champagnat.

Seules seront considérées aux fins d'octroi du contrat, les soumissions des entrepreneurs ayant leur principale place d'affaires au Québec et détenant la licence requise en vertu de la Loi sur la qualification professionnelle des Entrepreneurs de construction (L.R.Q., chapitre B.1.1).

Les plans, devis, documents contractuels pourront être obtenus le 1er mars 1994 à 15 h directement au bureau de l'Architecte contre un chèque non remboursable de deux cents (200 \$) dollars (toutes taxes incluses) par copie émise à l'ordre de l'Architecte.

Ces soumissions devront être accompagnées d'un chèque visé ou d'un cautionnement de soumission à l'ordre du Propriétaire, le GÉGEP Marie-Victorin, équivalent à 10% du montant total de la soumission et valide pour une période de quarante-cinq (45) jours de la date d'ouverture des soumissions. Cette garantie de soumission devra être échangée à la signature du contrat pour une garantie d'exécution et une garantie des obligations pour gages, matériaux et services. Chacune de ces garanties devra correspondre à 50% du prix du contrat.

Les soumissions, (l'original et deux (2) copies) dans des enveloppes cachetées et adressées au soussigné, seront reçues à la réception du GÉGEP Marie-Victorin au 7000, rue Marie-Victorin, Montréal, jusqu'à 15 h (heure en vigueur localement) le 25 mars 1994, pour être ouvertes publiquement au même endroit, le même jour à la même heure.

Toutes les soumissions devront être faites conformément aux dispositions du règlement sur les soumissions à des fins de construction (R.R.Q., 1981, C. A-6, r.29) du 21 septembre 1982.

Les entrepreneurs soumissionnaires sont responsables du choix des sous-traitants, tant pour leur solvabilité que pour le contenu de leurs soumissions.

Le Propriétaire ne s'engage à accepter aucune des soumissions reçues.

Monsieur Gilles Lépine
Directeur général
GÉGEP Marie-Victorin

AVIS DE VENTE PAR SOUMISSIONS

Dans l'affaire de la faillite de:
JOHN C. VOLPATO

Les soumissions cachetées seront reçues au bureau du Syndic, DRUKER & ASSOCIÉS INC., jusqu'à mercredi, le 2 mars 1994, à 11:00 a.m., pour l'achat des biens suivants:

Lot no 1:

Une demie indivise dans la propriété sise au 6501 Chemin Bruton, en la Cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro TROIS CENT DIX-NEUF de la subdivision officielle du lot originaire numéro QUATRE-VINGT-DEUX (82-319) aux plans et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Saint-Laurent (autrefois connu comme étant composé des lots (82-13 et 82-pièce 12).

La propriété est sujette à une hypothèque au montant de 255 000,00 \$.

1. Tous les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture des soumissions qui aura lieu mercredi le 2 mars 1994, à 11:00 A.M., au bureau du syndic.

2. Le lot no 1 peut être inspecté, lundi le 28 février 1994, sur rendez-vous seulement en communiquant avec Monique Surprenant du bureau du syndic au 935-8501.

3. Les termes et conditions se rapportant à la présente vente par soumissions seront disponibles au moment de l'inspection et il incombe au soumissionnaire d'en obtenir copie.

4. Toutes les soumissions doivent être accompagnées d'un chèque visé au montant de 10% de l'offre, payable à l'ordre de DRUKER & ASSOCIÉS INC.

DRUKER & ASSOCIÉS INC.
Syndic

DRUKER & ASSOCIÉS INC.
SYNDIC DE FAILLITES
4333 O. STE-CATHERINE,
SUITE 420
MONTRÉAL, QUÉ. H3Z 1P9
TEL.: 935-8501



LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL

CECM

APPEL D'OFFRES

PRODUITS LAITIERS

4P-541 LAIT, YOGOURT,
FROMAGE ET AUTRES

4P-542 CRÈME GLACÉE

Les soumissions pour les appels d'offres ci-dessus devront être présentées sur les formules fournies par la Commission et déposées au plus tard, à 10 h, le 16 mars 1994.

Les soumissionnaires pourront se procurer le document relatif au Bureau des approvisionnements, 3e étage, 3700, rue Rachel Est, Montréal.

La CECM ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues.



Centres Drapeau et Deschambault

APPEL D'OFFRES

PROJET

ACHAT DE VINGT (20)
LÈVE-PATIENTS SUR RAIL

Le devis relatif à cet appel d'offres sera disponible à compter du lundi 28 février 1994 à l'adresse suivante:

100, rue Chanoine Lionel-Groulx
Sainte-Thérèse (Québec)

Pour soumissionner, une visite des lieux est nécessaire afin de connaître l'étendue des travaux à exécuter. Avant de venir chercher le devis, s.v.p. prendre rendez-vous avec M. Michel Giroux au numéro 437-4277, poste 307.

L'ouverture des soumissions aura lieu le jeudi 11 mars 1994 à 11 heures, au bureau du directeur des Ressources financières et techniques.

AVIS AUX CRÉANCIERS

DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE

Dans l'affaire de la faillite de «Vêtements Outerprofile Ltée», corporation légalement constituée, ayant une place d'affaires au 1615, rue Louvain ouest, suite 201, Montréal (Québec) H4N 1G6.

Avis est par les présentes donné que Vêtements Outerprofile Ltée a déposé une cession en vertu des dispositions de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité, et que la première assemblée des créanciers aura lieu le 10 mars 1994 à 11 h 00 aux bureaux du séquestre officiel au 5 Place Ville Marie, 8e étage à Montréal (Québec).

Caron Bélanger Ernst & Young Inc., syndic
Stanley Wener, CA, CIP
Administrateur

ZITTRER SIBLIN
CARON BELANGER
ERNST & YOUNG

S DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE

Dans l'affaire de la faillite de:
SOCIÉTÉ DE CONSEIL
GENOTECH INC., corporation légalement constituée

ayant sa place d'affaires au 1010, Sherbrooke Ouest, Bureau 2320, Montréal, Québec, H3A 2R7.

Faillite

AVIS est par les présentes donné que SOCIÉTÉ DE CONSEIL GENOTECH INC., a fait cession le 10e jour de février 1994 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 8e jour de mars 1994, à 10 h 00, au bureau du Séquestre Officiel, 5, Place Ville-Marie, 8e étage, Montréal, Québec.

Ce 26e jour de février 1994.

Robert Ste-Marie
Syndic Administrateur

LE GROUPE MMG

MOQUIN, MÉNARD, GIROUX,
DU TEMPLE INC.

Syndic de faillite

PLACE MONTRÉAL,
101, BOUL. ROLAND-THÉRIEN, BUREAU 500,
LONGUEUIL (QUÉBEC) J4H 4B9
(514) 679-7020 (514) 675-6215

LITWIN

BOYADJIAN INC

Syndic de faillite

AVIS AUX CRÉANCIERS

Dans l'affaire de la faillite de TOP MARKS SPORTSWEAR INC., corps politique d'importation incorporé en vertu de la Loi et ayant son siège social et sa principale place d'affaires au 2156, route Trans-Canada, Dorval, Province de Québec.

Compagnie débitrice

AVIS est par les présentes donné que TOP MARKS SPORTSWEAR INC., ayant déposé un avis d'intention de faire une proposition qui n'a pas été suivi par la production d'une proposition au 18 février 1994, date d'expiration du délai prescrit, est réputée en vertu des dispositions de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité, avoir fait cession de ses biens le 20 janvier 1994, et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 11 mars 1994, à 1:30 heures, au bureau du Séquestre Officiel, situé au 5, Place Ville-Marie, 8ème étage, pièce 800, Montréal, Province de Québec.

Daté de Montréal, le 20 janvier 1994.

GERALD LITWIN, c.a., c.l.p., Syndic

1, Place Ville-Marie, Suite 1515, Montréal (Québec) H3B 2B5
(514) 873-4000

COMMUNIQUÉ

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
District de Terrebonne
NO: 700-11-000122-947
Surintendant no: 138412
Bureau no: 7002016

COUR SUPÉRIEURE
En matière de faillite et d'insolvabilité
DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE:
Can-Del Inc.

350, chemin Ste-Marguerite
Ste-Marguerite Station (Québec)
J0T 2K0

ayant fait affaires sous les raisons
Aménagements Paysagers Lac Masson Enr.

AVIS est par les présentes donné que la personne débitrice ci-haut mentionnée a fait cession de ses biens le 17 février 1994 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 4 mars 1994 à 14 h au bureau du séquestre officiel: 5, Place Ville-Marie, 8e étage, Montréal, Québec.

MAURICE GALLANT & ASSOCIÉS INC.
Syndic

500, av. Broadway, Place Royale
bureau 41, C.P. 245 1350, rue Royale,
Shawinigan, Qc 4e étage
G9N 6T9 Trois-Rivières, Qc

Tél.: (819) 537-6655 G9A 4A4
Fax: (819) 537-6143 Tél.: (819) 379-2262

Le 18 février 1994

Cour fédérale du Canada



Federal Court of Canada

AVIS
AUX AVOCATS
ET AU PUBLIC

À compter du 28 février 1994, les bureaux, le greffe et les salles d'audience de la Cour fédérale du Canada à Montréal seront situés au:

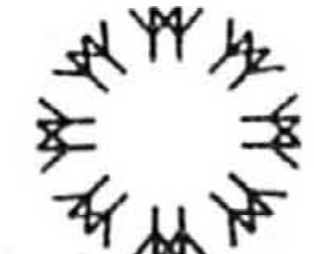
30, rue McGill
Montréal, Québec
H2Y 3Z7

Les numéros de téléphone seront:

Greffe - Appel et Première Instance (514) 283-4820

Greffe - Immigration (514) 283-8965

Suite des Avis légaux, Appels d'offres
et Soumissions en page H11



AMARC
ASSOCIATION MONTRÉLAISE
D'ACTION RÉCRÉATIVE
ET CULTURELLE (1983)

Appel d'offres: MEC-ASS-01

SYSTÈME MÉCANIQUE
DE PROJECTION/
SALLES CONNEXIONS
PROJET BIOSPHERE

Les personnes intéressées peuvent se procurer les documents relatifs à cet appel d'offres en s'adressant à l'Association montréalaise d'action récréative et culturelle (AMARC), pavillon de l'Administration, entrée principale, 11e Notre-Dame, Montréal (du lundi au vendredi de 9 heures à 16 heures) moyennant un montant non remboursable de 35 \$ en argent comptant ou sous forme de chèque visé à l'ordre de l'AMARC.

Pour être considérée, toute soumission devra être présentée suivant la forme décrite aux documents d'appel d'offres. Un chèque visé ou cautionnement de 30 000 \$ est requis.

Pour information: (514) 872-9000.

Les soumissions seront reçues avant 14 heures, le jeudi 24 mars 1994, aux bureaux de l'AMARC, pavillon de l'Administration, entrée principale, 11e Notre-Dame, Montréal (du lundi au vendredi de 9 heures à 16 heures).

Les enveloppes seront ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure.

L'AMARC ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Le président et chef de la direction,
Jean Emond